

révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

19 novembre 2007

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**POUR L'ABROGATION PURE ET SIMPLE DE LA LOI PÉCRESSE-SARKOZY,
POUR LA DÉFENSE INCONDITIONNELLE DES RÉGIMES SPÉCIAUX,
POUR LA DÉFENSE DES STATUTS DES FONCTIONNAIRES,
CE SONT LES MÊMES OBSTACLES QUE DOIVENT SURMONTER LES
ÉTUDIANTS ET LES SALARIÉS.**

Les étudiants, par les Assemblées générales et la Coordination nationale, exigent : abrogation pure et simple de la LRU! C'est aussi ce que veulent les enseignants-chercheurs et des personnels de l'Université !

Les travailleurs de la SNCF et de la RATP, par la grève, veulent le retrait pur et simple du projet gouvernemental de destruction de leur régime de retraites.

Les salariés de la Fonction publique rejettent tous les plans gouvernementaux visant à détruire leurs statuts.

Ce sont ces revendications que les organisations syndicales ont la responsabilité de défendre.

Or, aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Pourtant, au printemps 2006, le fait que toutes les organisations de la jeunesse et des travailleurs (syndicales et politiques) aient exigé le retrait pur et simple du CPE fut décisif.

LA PREMIÈRE NÉCESSITÉ : QUE TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES DÉFENDENT LES REVENDICATIONS FORMULÉES PAR LES ÉTUDIANTS, PAR LES SALARIÉS !

A l'université : que l'Unef et tous les syndicats (des étudiants, enseignants-chercheurs et personnels) se prononcent clairement **pour l'abrogation pure et simple de la LRU**. (Au lieu de demander, comme le fait B. Julliard pour l'Unef, « *que le gouvernement revoie sa copie et apporte des modifications* » à la loi).

À la SNCF et à la RATP : que les organisations syndicales exigent le retrait du projet gouvernemental (au lieu de déclarer, comme la CGT, que le gouvernement « *doit revoir sa copie* » et proposer des négociations par entreprise après avoir demandé de nouvelles négociations sur le projet gouvernemental).

Et que les syndicats de fonctionnaires rejettent les projets gouvernementaux au lieu de les discuter. Cette exigence vaut pour le PCF et le PS (qui répètent eux aussi : « *le gouvernement doit revoir sa copie* »).

C'EST DONC LA DEUXIÈME NÉCESSITÉ : QUE LES ORGANISATIONS SYNDICALES CESSENT DE NÉGOCIER les projets et textes gouvernementaux. En 2006, les syndicats refusèrent de négocier, comme le proposait le gouvernement. Ce fut également décisif pour arracher le retrait du CPE.

SUR CETTE BASE : Que les organisations syndicales appellent à la grève générale (à l'Université, à la SNCF, etc...) et respectent la volonté des Assemblées générales.

Mais on ne peut en rester là : chacun comprend bien qu'avec un tel gouvernement, on ne peut gagner catégorie par catégorie, les étudiants d'un côté, les cheminots de l'autre, puis les fonctionnaires. Isoler les catégories, éviter la convergence des mobilisations, c'est ce que veut Sarkozy.

Ce gouvernement mène une offensive d'ensemble contre les travailleurs et la jeunesse. Contre cette politique, il faut donc affirmer l'objectif : **infliger une défaite politique à Sarkozy**. La perspective, c'est celle de la grève générale de tous les étudiants et salariés, qui est grève politique.